



Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

1 | 2017

Morphing Bodies: Strategies of Embodiment in Contemporary US Cultural Practices

Journée d'étude « Donald Trump et la politique étrangère des Etats-Unis: vers quel (dés)ordre mondial? »

Center for Research on the English-speaking World, Université Sorbonne Nouvelle-Paris III, jeudi 16 Novembre 2017.

Laura Steffen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/8699>

ISSN : 1765-2766

Éditeur

AFEA

Référence électronique

Laura Steffen, « Journée d'étude « Donald Trump et la politique étrangère des Etats-Unis: vers quel (dés)ordre mondial? » », *Transatlantica* [En ligne], 1 | 2017, mis en ligne le 04 octobre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/8699>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



Transatlantica – Revue d'études américaines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Journée d'étude « Donald Trump et la politique étrangère des Etats-Unis: vers quel (dés)ordre mondial? »

Center for Research on the English-speaking World, Université Sorbonne Nouvelle-Paris III, jeudi 16 Novembre 2017.

Laura Steffen

- 1 Cette journée d'étude, organisée dans le cadre du laboratoire Center for Research on the English-speaking World (CREW – EA 4399) par Annick Cizel, James Cohen et Jean-Baptiste Velut, a exploré des champs d'études très divers. De l'histoire diplomatique transatlantique aux dynamiques de pouvoir intérieures et extérieures à la politique environnementale, en passant par l'économie, la diplomatie commerciale ou encore la politique institutionnelle, ce colloque a offert un large panorama des actions du président américain Donald Trump en matière de politique étrangère et de ses conséquences nationales, internationales et transnationales. Nous ferons ici un compte rendu des différentes interventions en lien avec la politique étrangère du président américain, tous champs disciplinaires confondus. Cette journée a permis de rendre compte de différentes approches possibles dans la définition du *leadership* des États-Unis sous Donald Trump, du multilatéralisme et de la séparation des pouvoirs, mais aussi des relations internationales au vu des défis actuels du monde interconnecté dans lequel nous vivons.

« Trump et le grand échiquier mondial »

- 2 Cette journée a permis d'organiser trois ateliers thématiques. Le premier de la matinée, durant lequel sont intervenus Alexandra de Hoop Scheffer, Martin Quencez et Annick Cizel s'articulait autour du concept « Trump et le grand échiquier mondial ». La communication d'Alexandra de Hoop Scheffer (GMFUS / Sciences Po Paris) visait à « repenser le *leadership* américain dans le monde sous Donald Trump ». Pour elle, afin de

comprendre le « trumpisme », il s'agit avant tout de se détacher du personnage Trump et de s'intéresser davantage au phénomène qu'il incarne. Le « trumpisme » survivra à Trump car il n'est que le symptôme et non la cause des problèmes de *leadership* rencontrés par les États-Unis aujourd'hui. Pour De Hoop Scheffer, les prémices de ce phénomène, déjà en gestation sous Obama, se sont confirmés avec l'élection de Trump. Le recours à la force et le rôle des États-Unis dans les relations internationales sont aujourd'hui sujets à caution pour le peuple américain. Ils souhaitent avant tout un retour à ce que Barack Obama appelait « *nation building at home* ». Si ce dernier n'utilisait pas encore le fameux slogan « *America first* » de son successeur, l'idée d'un recentrage sur les questions intérieures était déjà en vigueur avant Trump. La directrice du Bureau de Paris du *German Marshall Fund* a avancé la thèse selon laquelle Obama serait le premier président post-européen, avec de nouvelles priorités comme une réinitialisation (*reset*) des relations avec la Russie ou le fameux pivot vers l'Asie. Le déficit commercial de \$350 milliards avec la Chine reste une obsession pour les États-Unis, qui s'éloignent ainsi des questions européennes, préférant désormais une relation de partage du fardeau (*burden sharing*) avec le vieux monde, comme dans le cas du conflit libyen. De Hoop Scheffer a fini en soulignant la méfiance américaine vis-à-vis du multilatéralisme et notamment des institutions internationales comme les Nations unies ou l'OTAN, avec la volonté de renégocier certaines alliances post Deuxième Guerre mondiale. Le déclin américain se confirmerait ainsi, nécessitant de se recentrer sur les questions intérieures et le potentiel américain. Il s'agit de repenser la place des États-Unis dans un monde en mutation, et plus particulièrement face à une Chine forte, prônant un discours libre-échangiste et multilatéraliste.

- 3 La communication de Martin Quencez (GMFUS) a permis d'aborder « la relation entre Trump et l'Europe », et de s'interroger sur l'éventuelle opportunité que peuvent représenter ces tensions pour la relation transatlantique. Quencez souligne la crise des valeurs provoquée par l'élection du président du point de vue européen : une crise des valeurs tout d'abord face au personnage Trump, ses propos sur la question raciale ou le genre, mais aussi son utilisation massive et spontanée des réseaux sociaux – fait nouveau auquel s'opposent nombre d'Européens, qui ne semblent plus se retrouver dans les valeurs américaines telles qu'elles sont proposées aujourd'hui. Au-delà de l'incompréhension européenne face à l'homme Trump, se pose la question des conséquences de ses actions en matière de politique étrangère. La surenchère dont fait preuve Trump face à son homologue nord-coréen Kim Jong-UN, souvent jugée irresponsable, fait planer la menace nucléaire sur la communauté européenne, laquelle appelle à davantage de diplomatie raisonnée. Concernant l'Iran, la non-ratification du Traité de non-prolifération nucléaire par le président Trump en octobre fragilise un accord jugé historique par l'Union Européenne. L'accord étant multilatéral, le retrait des États-Unis n'engage formellement pas les autres signataires. Mais le départ de la première puissance du monde aurait évidemment des conséquences, ouvrant une période de fortes incertitudes redoutée par les Européens. Enfin, Martin Quencez a rappelé la dureté de la sanction américaine envers BNP Paribas, société française majeure, avec une amende de 10 millions d'euros, jugée injuste et bien plus coûteuse que dix années de sanctions envers l'Iran. Ce problème de l'extra-territorialité des sanctions américaines ne fait que renforcer la peur d'une éventuelle crise commerciale. Face à ces nombreux désaccords s'ajoute le « plan social » subi par le département d'État américain, qui, suite à de nombreux départs, se retrouve bien moins accessible à des homologues européens

désormais à la peine pour communiquer efficacement avec les autorités américaines. Force est de constater, toutefois, que cette crise des valeurs et cette perte de confiance en l'administration au pouvoir peut également se révéler être une chance pour l'Europe et notamment la France. Le président Macron semble en effet entretenir de bonnes relations avec Trump et les deux hommes s'accordent sur l'idée d'une Europe s'affranchissant davantage des États-Unis afin de récupérer une certaine autonomie. Trump ne cache pas son agacement du fait que les Etats-Unis financent 75% de l'OTAN et souhaiterait que les budgets de défense européens augmentent à hauteur de 2% du PIB de chaque membre. Ceci n'est pas seulement la volonté de la France, mais aussi celle de vingt-cinq pays de la communauté européenne, favorables à une coopération structurée permanente, sans doute davantage par crainte d'une éventuelle démesure trumpienne. Suite à l'élection de Trump, l'autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis devint ainsi populaire en Europe et ce, malgré les difficultés à s'affranchir de l'aide financière américaine en matière de défense. Cette volonté d'autonomie n'est cependant pas partagée par l'ensemble de la communauté européenne et elle provoque aujourd'hui un débat tendu entre une Europe de l'Ouest qui souhaite un degré d'autonomie et une Europe de l'Est, notamment la Pologne, qui redoute un désengagement américain.

- 4 Dans sa communication, Annick Cizel (Sorbonne Nouvelle) s'est interrogée sur « le risque d'un multilatéralisme non convergent et l'émergence de mini/multilatéralismes émergents en réponse au désengagement annoncé ». Elle a commencé par avancer l'argument d'une *Pax Americana* qui aurait connu son apogée, avec une victoire du multilatéralisme et de l'interdépendance des peuples, et touchant pourtant à sa fin. Pour elle, la Chine se présente comme un enfant de la *Pax Americana* susceptible de prendre le relais au niveau du libéralisme économique, mais pas de la démocratie. En effet, la disparition du système bipolaire de la guerre froide a été suivie de l'érosion graduelle du consensus international avec l'émergence d'alliances nouvelles, plus éphémères, que l'intervenante a décrit comme *ad hoc*. Cet « adhocisme » a été initié par Obama et poursuivi par Trump. Cizel souligne la recrudescence d'un activisme américain, comme l'action plus ou moins coordonnée de vingt états fédérés au sein du US Climate Center à la COP 23 de Bonn et de son slogan « *We're still in* », en référence à l'accord de la COP21, dont Trump s'est retiré. Au-delà de cet élan d'activisme, le nombre croissant d'alliances alternatives, ainsi que la résurgence de l'anti-américanisme et du souverainisme ont été abordés. De nouvelles alliances excluant les États-Unis et s'éloignant du bloc occidental voient de plus en plus le jour. Ces tentatives d'alliances à vocation expansionniste concernent notamment la Russie avec le processus d'Astana, qui a permis un rapprochement entre la Russie, l'Iran et la Turquie autour du conflit syrien. La Turquie semble davantage regarder vers l'Est désormais et d'autres alliances dans la région se mettent progressivement en place entre l'Arabie Saoudite, Israël et l'Égypte. Pour A. Cizel, ceci pose la question d'une régionalisation du Moyen Orient mais aussi d'une « endogénéisation » en attente du développement économique interne de la région. Cette rétrocession des puissances locales, cette réappropriation des alliances régionales serait le signe d'une érosion du consensus multilatéraliste *liberal*. Face à cette situation, a été abordée l'ambivalence du discours du président Trump, adoptant une posture isolationniste avec un désengagement immédiat de la première puissance mondiale du *leadership* international, et notamment des institutions du multilatéralisme global. Le retrait du TPP semble annoncer un changement de paradigme au sommet et une crise de confiance envers la pérennité du *leadership* américain, au profit d'un nouvel ordre mondial mené par la Chine, vecteur évident du libre-échange actuel mais aussi figure

prédominante future du *smart power*. Et pourtant, l'intervenante souligne également les signes persistants d'un interventionnisme américain avec un budget de la défense en constante augmentation. Cette « diplomatie du chaos » rend les États-Unis imprévisibles aux yeux de la communauté internationale, qui regrette l'absence d'une grande stratégie de la part de Trump. L'on espère un retour à une politique plus Obamanienne de dialogue global et d'objectifs communs (sur le nucléaire, climat, contre-terrorisme...) à travers une approche ascendante (*bottom up*) permettant un pilotage participatif dans la prise de décisions des multinationales, ONG et des différents acteurs privés. Plusieurs scénarii seraient désormais envisageables. Tout d'abord, la normalisation malaisée des relations multilatérales traditionnelles, malgré le discours de Trump contre la « bureaucratie » à l'ONU. Ensuite une perte de confiance durable en la constance de la volonté politique des États-Unis en matière de sécurité collective avec une Chine opportuniste tentant de reprendre le flambeau de la « nation indispensable ». Enfin, une autre hypothèse serait envisageable, celle d'un effet de balancier à la Kissinger (1973) vers un *leadership* des reconstructions et décolonisations « réussies » (Europe, Japon, Inde), gardiennes d'un monde occidental (au sens géopolitique, non géographique) qui auraient pour mission d'endiguer la Chine.

« Du partage des pouvoirs: dynamiques intérieures, internationales et transnationales »

- 5 Le deuxième atelier du vendredi matin était intitulé « Du partage des pouvoirs: dynamiques intérieures, internationales et transnationales », et il comprenait les trois interventions de Maya Kandel, Henri Landes et James Cohen, toutes en rapport avec la politique étrangère de Trump. Dans la première communication, « *La politique étrangère de Trump à l'épreuve du Congrès : dynamiques institutionnelles, partisans et intrapartisans* », Maya Kandel (CREW, Sorbonne Nouvelle) a commencé par rappeler l'importance de l'exécutif et du législatif en matière de politique étrangère. Si ces prérogatives ont majoritairement été du domaine de l'exécutif suite au 11 septembre 2001, après l'élection de Trump, le Congrès a progressivement regagné du terrain dans la prise de décision. Le Congrès se manifeste ainsi sur les instruments de la politique étrangère (pouvoir budgétaire et structurel avec un département d'État financé par le Congrès), et sur les principes (aides allouées, lois de sanction avec le vote contre la Russie ou encore l'Iran, et ce contre l'avis de Trump). La résistance au cœur du Congrès est également bipartisanne, avec un refus net de financer un mur à la frontière mexicaine, d'accepter la proposition de baisse du budget du département d'État (de 30%) mais aussi d'abolir certains programmes (des Nations unies, d'aide aux réfugiés, à la santé...). Ce pouvoir budgétaire est au cœur du pouvoir du Congrès, et les Sénateurs, notamment, résistent aux ambitions de Trump et du secrétaire d'État Tillerson. Enfin, l'intervenante a rappelé l'existence de dynamiques intra-partisanes au sein du Congrès, avec des Républicains de moins en moins enclins à respecter la tradition anti-multilatéraliste des années quatre-vingt-dix. Kandel a également souligné l'émergence d'une nouvelle synthèse du parti faisant face aux néo-conservateurs et non-interventionnistes souvent marginalisés, se rassemblant autour de la personne du sénateur Tom Cotton. Ce dernier, soutien de poids de Trump, a une position hybride en matière de politique étrangère entre la « vieille garde » du Council on Foreign Relations et les insurgés du très conservateur média Breitbart News. Bien que favorable à une certaine forme d'interventionnisme, Cotton apparaît plus

belliciste sur certains sujets comme la Corée du Nord et l'Iran et a provoqué la mise en minorité d'une partie de l'Establishment républicain au Congrès, comme celle du sénateur McCain.

- 6 Henri Landes (Fondation Good Planet / Sciences Po Paris) est ensuite intervenu sur un aspect différent de la politique étrangère : « *Le déni du changement climatique après l'accord de Paris: l'action de Donald Trump contre l'environnement* ». Selon lui, les questions environnementales sont « trans-scalaires », c'est-à-dire qu'elles passent d'un effet local à des conséquences globales (gaz à effet de serre, eaux internationales), ce qui explique l'importance internationale des décisions de Trump concernant l'environnement. Il n'a pourtant pas inventé ce concept d'« *America first* » en matière d'écologie et il suit le discours traditionnel d'une longue lignée de présidents américains. Landes a ainsi rappelé qu'en 1992 eut lieu le sommet de la Terre à Rio où, pour la première fois, le développement durable a été annoncé comme objectif. Il a également rappelé la phrase que G. H. W. Bush prononça alors, dans laquelle il affirmait que « le mode de vie des États-Unis n'est pas négociable ». Cela annonçait la difficulté des Américains à sortir de ce mode de pensée et à financer de nouvelles mesures écologiques. Les États-Unis ont en effet toujours rechigné à se soumettre à des accords contraignants sur le climat, et même lorsque Bill Clinton signa le protocole de Kyoto en 2000, ce dernier ne fut ratifié par le Congrès faute d'une majorité suffisante au Sénat. Et pourtant, force est de constater encore aujourd'hui que les États-Unis sont les premiers émetteurs de gaz à effet de serre, devant la Chine. Il faudra attendre le deuxième mandat de Barack Obama pour entendre à nouveau un discours progressiste sur les questions climatiques, lors de l'accord de la COP21, qu'il parviendra à faire ratifier avant que Trump ne décide de s'en retirer une fois élu président. Cette sortie de l'accord permettra aux États-Unis de forer du gaz de schiste et du pétrole sur les terrains fédéraux mais aussi de baisser la régulation sur les émissions de carbone des voitures. Trump semble également être parti en guerre pour relancer la production du charbon comme en atteste l'abrogation du *Clean Power Act* adopté en 2015 par Obama et qui incitait les États à s'éloigner du charbon et à lui préférer des sources d'énergie respectueuses de l'environnement. Si ces mesures sont avant tout politiques et ne seront pas effectives avant 2020, elles annoncent le refus d'abandonner tout intérêt économique au nom de contraintes morales environnementales, comme en témoigne le refus d'adopter une taxe carbone (outre la Californie, pionnière dans le domaine), par manque d'intérêt financier. Selon Trump, la COP21 préserverait moins le climat qu'elle n'avantagerait les autres pays par rapport aux États-Unis, dont la Chine et l'Inde, qui profiteraient de leur statut de pays en voie de développement pour échapper à ces réglementations. Le parti Républicain, qui historiquement, est opposé aux régulations étatiques et se méfie de la prédominance intellectuelle de la communauté scientifique, soutient majoritairement la décision du président Trump.
- 7 James Cohen (Sorbonne Nouvelle) a conclu ce panel en proposant une réflexion sur: « *L'effet Trump en Amérique centrale ? Continuité dans la gestion néolibérale et sécuritaire d'une région en crise sociale permanente* ». Uniquement les cas d'Honduras, du Guatemala et d'El Salvador furent abordés. Cohen a ainsi commencé son propos en soulignant la continuité de la politique états-unienne dans cette région du monde. Il importe de voir comment l'influence américaine s'exerce depuis la fin des guerres civiles des années 1980. Ces pays ont connu des transitions qualifiées de démocratiques mais force est de constater le contexte de violence sociale chronique dans lequel s'opèrent ces transformations. Le discours diplomatique états-unien sur le thème de la promotion de la démocratie et de l'«

amélioration de la gouvernance » couvriraient en réalité des pratiques autoritaires et excluantes. Les problèmes résultant du modèle économique en place et des inégalités qu'il engendre, sont uniquement définis comme des problèmes sécuritaires, omettant ainsi les véritables moteurs de cette violence sociale. En effet, depuis trente ans, l'Amérique centrale n'est plus une zone de guerre à proprement parler mais les niveaux de violence rivalisent avec ceux des zones de guerre. Pour Cohen, sans nier les facteurs endogènes et l'historicité propre de ces sociétés, ce serait le modèle de gestion économique et politique qu'on impose à la région depuis la fin des années 1980 qui ferait que ces pays s'enfoncent socialement. La politique constante des États-Unis vise à remodeler le paysage économique de ces pays. Pourtant, si la reconversion néolibérale prolongée et consolidée par l'Accord de libre-échange centro-américain (ALEAC) apporte des résultats économiques acceptables pour les élites, c'est loin d'être le cas pour une grande majorité de la population. Selon des estimations de 2010-2011, les taux de pauvreté atteindraient environ 60 % de la population hondurienne, 37% du Salvador et 54 % du Guatemala. Tout cela contribue à des niveaux d'émigration, c'est-à-dire de fuite, très élevés, notamment vers les États-unis.

- 8 Une continuité certaine entre Obama et Trump est démontrable. Le discours des documents d'orientation politique du Département d'État est largement le même que sous Obama, « *Promoting Prosperity* », « *Enhancing Security* », « *Improving Governance* ». Les deux premiers ont été les grands thèmes d'une récente « Conference on Prosperity and Security » (Miami, 15-16 juin 2017). « Prospérité » signifie presque uniquement aide à la création d'entreprises, mais dans des conditions sociales et écologiques alarmantes. De plus, Cohen a souligné l'absence de lutte sérieuse contre la corruption ainsi qu'un appel à la sécurité renforçant surtout toutes les politiques visant à dissuader les Centroaméricains de se révolter contre le système en place ou d'émigrer vers les États-Unis. Il y a toutefois des changements notables sous Trump, avec un agenda encore plus sécuritaire. Il se démarque par une surveillance et répression aiguës des migrants centro-américains ainsi que par l'expulsion annoncée d'une partie au moins des migrants bénéficiant jusque lors d'un statut dit « TPS » (statut protégé temporaire). Enfin, le budget 2018 proposé par Trump couperait l'aide humanitaire et l'aide au développement à l'Amérique latine. Il éliminerait ainsi le financement de tout ce qui pourrait contribuer à agir sur les causes des départs, tout en maintenant les programmes militaires et sécuritaires.

« L'économie politique internationale au prisme de l'ère Trump »

- 9 Le dernier panel de la journée était consacré à « L'économie politique internationale au prisme de l'ère Trump ». Christophe Destais (CEPII) a proposé une discussion autour « des relations économiques entre la Chine et les Etats-Unis à l'épreuve de Trump ». Il a rappelé que l'Asie représentait un tiers du déficit commercial américain. La Chine est bien évidemment le premier pays concerné, suivie du Japon, de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et, plus généralement, de l'Asie du Sud-Est (Vietnam). Le commerce entre les États-Unis et la Chine relève ainsi de ce déficit, qui est par ailleurs stable depuis vingt ans. Trump a poursuivi un dialogue stratégique avec la Chine, récurrent depuis 2006 (sous George W. Bush) en vue de parvenir à des concessions commerciales pour l'implantation d'entreprises et plus largement de la finance américaine en Asie. Si Trump est parvenu à

des accords bilatéraux avec Xi Jinping, ceux-ci ont toutefois abouti à positionner le président chinois comme leader de la mondialisation. En effet, si Trump semble persuadé que ces accords commerciaux permettront la création d'emplois sur le sol américain et une réduction du déficit envers la Chine, tant que Xi Jinping refusera de baisser ses barrières douanières et n'annoncera pas de changements structurels, la balance commerciale américaine risque de demeurer déficitaire. Ces accords ne changeraient en effet rien au protectionnisme chinois, ni à une éventuelle augmentation des investissements. Le rôle de la Chine dans le financement de l'économie américaine est pourtant conséquent (bons du Trésor, exportation de capitaux à compenser). Il est donc nécessaire qu'il y ait des entrées de capitaux importantes pour compenser ces déficits. S'ajoute à ceci la montée en puissance de l'agence de notation chinoise, l'inclusion du renminbi dans le panier de monnaies du FMI et de l'emprunt massif de la Chine auprès de la Banque Mondiale, dont elle est le premier emprunteur alors qu'elle semble disposer de suffisamment de ressources. De plus, si Xi Jinping présente les nouvelles routes de la soie comme une plateforme de coopération visant à améliorer l'intégration économique asiatique afin de favoriser la croissance de l'économie mondiale, ceci provoque des inquiétudes chez Trump, qui craint de voir Pékin accroître encore son influence sur la mondialisation. Cette hégémonie annoncée est ainsi loin d'être consensuelle. L'intervenant a par ailleurs rappelé la méfiance de Trump face à une éventuelle manipulation du taux de change du Yuan, bien trop stable selon lui face à un dollar à la valeur fluctuante.

- 10 Jean-Baptiste Velut (Sorbonne Nouvelle) a ensuite proposé une communication sur « *America Last ? Donald Trump et la fin de la "nouvelle diplomatie commerciale" américaine* ». Les accords de libre-échange sont traditionnellement au cœur de la politique commerciale américaine. Au cours du siècle dernier, se mit progressivement en place une doctrine de libéralisation compétitive à l'image de l'ALENA (l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain, 1994), outil de diffusion majeur du capitalisme américain.
- 11 Cet accord, dont l'objectif d'intégration est orienté vers les marchés extérieurs, cherchait à créer un grand marché nord-américain concurrentiel et avait pour but d'éliminer la plupart des droits de douane entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Deux jours seulement après son investiture, le président Trump avait annoncé son intention de réviser cet accord de libre-échange, qui tendrait à délocaliser des emplois américains au Mexique. Trump se focalise ainsi aujourd'hui sur le déficit commercial enregistré par les États-Unis, critiquant le Mexique comme le seul grand gagnant de l'accord. Velut a avancé l'argument que ces renégociations de l'ALENA seraient en réalité un laboratoire du précepte de Trump « *America first* ». L'intervenant est alors revenu sur l'histoire de la politique commerciale rappelant la multiplication des accords commerciaux régionaux, couvrant toujours plus de domaines, ainsi que la négociation, en parallèle, de plusieurs méga-accords (envergure géographique, réglementaire et accords évolutifs). Ce modèle serait toutefois mis à mal par un président Trump réfractaire au libre-échange, comme l'atteste le retrait des États-Unis du TPP (Traité Transpacifique), négocié pendant des années par l'administration Obama. Trump privilégierait désormais les accords bilatéraux, et pourrait ainsi tenter de nouer de nouveaux accords avec chacun des onze pays impliqués dans le TPP, reformant ainsi un « mini TPP ». Velut s'est interrogé toutefois sur ces décisions de Trump, qui ne permettraient selon lui ni de réduire le déficit commercial, ni de revitaliser l'emploi industriel. De plus, l'hostilité du président vis-à-vis aussi bien du système de règlements des différends que de l'OMC (Organisation

Mondiale du Commerce) pourraient sur le long terme représenter une réelle menace systémique. L'intervenant a ainsi insisté sur l'échec annoncé de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC, prévue le 13 décembre à Buenos Aires, face au protectionnisme des États-Unis.

- 12 Trump chercherait de ce fait à changer un modèle de diplomatie commerciale desservant les intérêts américains, privilégiant un « *America last* » et ceci pose la question du futur de la gouvernance économique mondiale. Assiste-t-on à la fin ou une simple pause dans le cycle actuel de libéralisation compétitive ?
- 13 La dernière communication de la journée, proposée par Philip Golub (American University of Paris), s'intéressait à « la théorie en relations internationales à l'épreuve de l'administration Trump ». Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la nécessité de créer une organisation internationale qui regrouperait la majorité des États et viserait le développement d'une coopération internationale institutionnalisée, devint de plus en plus évidente aux yeux des décideurs politiques du monde entier. Toutefois, des tensions entre l'étatique et le transnational, qui avaient déjà mis un coup d'arrêt à la mondialisation à la fin du XIXe siècle, vont dans un premier temps rapidement entacher le succès de la Société des Nations à laquelle les États-Unis n'adhéreront jamais suite au refus du Sénat en 1919. Si l'ONU a connu par la suite un véritable succès, Trump est aujourd'hui un symptôme de la renationalisation de certaines structures mondiales dans des pays comme l'Inde (Modi) ou la Chine (Xi Jinping). Golub a ainsi rappelé qu'au lendemain de la chute de l'URSS, on vit émerger une économie capitaliste mondiale, une mutation systémique et une reconfiguration des états et donc des Relations Internationales. En effet, la fin de la guerre froide permit l'intégration des anciens pays communistes dans l'économie libérale mondiale (dont la Chine), mais aussi la prolifération d'acteurs transnationaux privés (notamment des firmes) et la transnationalisation du capital et des réseaux de production globalisés à travers des chaînes de production. Ce fut également la diffusion de l'autorité étatique par rapport aux institutions multilatérales transnationales (OMC) ou internationales (ONU) et le transfert à des clubs privés transnationaux (Forum économique mondial). La période post-guerre froide fut ainsi synonyme de brouillage entre frontières internes et externes, avec la reconnaissance des problèmes transnationaux, au-delà des états-nations (par exemple le problème climatique). L'intervenant s'est ensuite appuyé sur la théorie de James Rosenau, qui postule que nous passons aujourd'hui d'une ère internationale à une ère post-internationale, entraînant une reconfiguration des rapports de pouvoir et de puissance mondiaux ainsi que la remise en cause de la souveraineté des États. Les fragmentations nationales sont ainsi transcendées pour une gouvernance globale via des strates intermédiaires de gouvernance régionale, ce que Jürgen Habermas appelle un « moment cosmopolitique » (à savoir « une démocratie postnationale »). Stanley Hoffman, autre référence de Philip Golub, semblait plus pessimiste et voyait ce phénomène comme une perte d'autonomie du politique, une reconfiguration de l'État comme agent de la mondialisation. Pour lui, la transcendance de l'État équivaut à un nouvel ordre de domination et de structuration des rapports internationaux.
- 14 Pour l'intervenant, l'État-nation perd son rôle de sujet central de l'histoire, avec une mise en cause de la souveraineté même de ces derniers. Cette crise épistémique mène ainsi vers une gouvernance globale avec un État agent de la transformation mondiale. Les États-Unis seraient au cœur d'une reconfiguration complexe de l'ordre mondial, avec une désorganisation de la société américaine similaire au désordre international en gestation.

Trump est ainsi en faveur d'un nationalisme préfiguré par George W. Bush, puisque Condoleeza Rice parlait déjà de « redonner la priorité à la puissance américaine robuste » et de défendre l'intérêt national. En tant que nationaliste interventionniste (et non isolationniste), Trump s'inscrit, enfin, dans la continuité de l'histoire nationaliste profonde des Etats-Unis.

INDEX

Thèmes : Actualité de la recherche

AUTEUR

LAURA STEFFEN

Université Rennes 2